

6 Société et Culture

Trois ans après l'enquête démographique et de santé du Gabon (EDSG 2012)

Stabilité du niveau de vie des Gabonais

P.F.
Libreville/Gabon

Bien que tous les ménages gabonais ne disposent pas d'eau et d'électricité en quantité suffisante, les conditions de vie se sont globalement améliorées, surtout pour les populations vivant en milieu urbain.

LES Gabonais vivent de mieux en mieux. C'est le résultat d'une enquête démographique et sanitaire (EDSG) publiée en 2012 par la Direction générale de la statistique de Libreville. Cette enquête, réalisée en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) et le Fonds mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme, a étudié l'évolution des conditions de vie des Gabonais depuis les années 2000. Pour y parvenir, 10 000 foyers ont été interrogés. Cette initiative gabonaise tendait à valoriser les évolutions du pays, afin que celui-ci puisse préten-

dre au titre de pays émergent à l'horizon 2025. Premier constat : le Gabonais est jeune. Un sur deux, a moins de 20 ans, habite le plus souvent en ville, à Libreville ou à Port-Gentil. Il aspire à un mode de vie urbain où le confort est un critère majeur par rapport à ce qui peut être trouvé à l'intérieur du pays. Entre 2000 et 2012, le Gabonais a vu sa qualité de vie s'améliorer. Trois ans après la situation reste stable en dépit des crises dans le secteur social enregistrées ces dernières années. En effet, l'enquête de 2012 a mis en évidence le fait que les ménages gabonais accordent de plus en plus d'importance au confort. Près de 89% d'entre eux disposent de l'électricité, contre seulement 74% en 2000. Même si celle-ci demeure inégale en fonction des foyers, elle leur permet d'acquérir des équipements de loisirs et des appareils électroménagers qu'ils n'avaient pas auparavant : en 2012, près des trois quart des foyers possèdent une télévision, et près de la moitié un réfrig-



Photo : Jean-François MAROLA

Si l'eau et l'électricité ne sont pas encore à la portée de tous...

érateur doté d'un congélateur. Ces nouveaux aménagements, qui entrent dans la vie quotidienne des Gabonais, sont un indice supplémentaire de confort dans les habitations. Il faut toutefois prendre en compte les disparités liées à l'emplacement des ménages : les familles qui habitent en ville sont davantage équipées que celles qui vivent dans les

villages.

EAU ET ELECTRICITE.

L'électricité est un premier indice de la hausse du niveau de vie des Gabonais, l'accès à l'eau en est un deuxième. Entre 2000 et 2012, la proportion des ménages qui consomment de l'eau de bonne qualité a augmenté, passant de 77% à 89%. Encore une fois, cela se vérifie davantage

en milieu urbain qu'en milieu rural. Dans plus de la moitié des cas, les familles possèdent un robinet dans leurs maisons et ne sont pas obligées de se déplacer. Mais un quart des familles interrogées doit toujours faire un trajet d'une demi-heure, ou plus, pour obtenir de l'eau potable. L'accès à l'eau est un préalable indispensable à l'aménagement d'une

pièce d'eau comportant des toilettes dans les habitations. Mais tous les foyers n'en sont pas encore dotés, loin de là. Selon l'enquête, un quart des ménages gabonais interrogés ne disposent que d'une fosse, et les toilettes dotées d'une chasse d'eau sont encore très minoritaires. Ces quelques chiffres mettent bien en valeur l'évolution des conditions de vie des Gabonais depuis les années 2000. Mais, même si les foyers sont de plus en plus nombreux à avoir accès à l'eau et à l'électricité, beaucoup reste à faire pour que l'ensemble de la population en soit bénéficiaire. Un autre problème demeure : l'accès aux soins. Malgré les campagnes de la Caisse d'assurance maladie et de garantie sociale (Cnamgs), pour élargir la couverture sociale, le gouvernement doit encore fournir des efforts pour que cette assurance garantisse une prise en charge effective des populations dans l'ensemble du pays.

Santé

Premier feu vert pour un vaccin anti-paludisme

AFP
Paris/France

POUR la première fois, un vaccin contre le paludisme a reçu, hier, un avis positif de l'Agence européenne du médicament, ouvrant de nouvelles perspectives - même si son efficacité reste limitée - dans la lutte contre cette maladie, très meurtrière chez les enfants africains. L'Agence européenne du médicament (EMA) a annoncé avoir adopté "un avis scientifique positif" sur le vaccin Mosquirix (auss appelé RTS,S) conçu pour protéger contre le parasite du paludisme (ou malaria), transmis à l'homme par les moustiques et aussi contre le virus de l'hépatite B. Ce vaccin, mis au point par le géant pharmaceutique britannique GlaxoSmithKline (GSK) en partenariat avec l'ONG Path malaria vaccine initiative, n'est pas destiné à une commercialisation en Europe mais a été créé pour protéger les enfants en bas âge dans les pays où la maladie est endémique, principalement en Afrique. Il faudra attendre les "recommandations" que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) devrait publier sur ce vaccin vers novembre 2015 avant sa diffusion sur ce continent. La commercialisation interviendra au plus tôt en 2017, a précisé vendredi l'OMS. Ses "recommandations" porteront sur le rap-

port coût-efficacité du vaccin et la faisabilité de campagnes de vaccinations dans les pays pauvres ciblés. Le porte-parole de l'OMS, Gregory Hartl, a "salué l'avis positif de l'EMA. C'est un pas en avant très important pour le développement de vaccins anti-paludisme". Les résultats d'un vaste essai clinique mené par GSK dans sept pays africains sur des enfants en bas âge avait pourtant montré en avril une "protection modeste" contre le parasite Plasmodium falciparum. Le vaccin avait été efficace pour prévenir la maladie chez 56% des enfants de 5 à 17 mois vaccinés et chez 31% des enfants de 6 à 12 semaines, mais son efficacité diminue au bout d'un an, a rappelé l'EMA. Au moment de la publication de ces résultats, un spécialiste en médecine tropicale, Nick White (Mahidol University, Thaïlande), avait commenté : "Nous avons enfin un vaccin contre le paludisme qui marche, mais il ne marche pas aussi bien que l'on espérait au départ". "Se basant sur les résultats de l'étude test, le CHMP (Comité des médicaments à usage humain de l'EMA) a conclu que, malgré son efficacité limitée, le rapport bénéfices/risques du Mosquirix était favorable", a souligné vendredi l'Agence européenne basée à Londres.

OUTIL ADDITIONNEL. GSK, qui a prévu de commercialiser le vaccin à "prix coûtant", sans réaliser de bénéfice, reconnaît que son produit ne constitue pas à lui tout seul une "réponse complète" contre la malaria. Mais il peut, avec d'autres outils comme les moustiquaires imprégnées d'insecticides, "contribuer à limiter l'impact de la malaria sur les enfants là où en Afrique c'est le plus né-

cessaire", a estimé le directeur général du groupe pharmaceutique, Andrew Witty. Ce vaccin va représenter un "outil additionnel dans l'arsenal de guerre" contre la malaria, a estimé de son côté le Dr Fatumata Nafo-Traoré, directrice exécutive de l'organisation internationale contre le paludisme Roll Back Malaria. "Pris isolément", Mosquirix ne va pas éradiquer le paludisme et il faudra conti-

nuer à utiliser les "traitements, moustiquaires imprégnées et les pulvérisations d'insecticides" pour lutter efficacement contre la maladie, a souligné pour l'AFP la responsable. Tous les jours, plus de 1.300 enfants meurent de malaria, principalement en Afrique, rappelle-t-elle. Selon l'OMS, 627.000 personnes sont mortes en 2013 du paludisme, majo-

ritairement en Afrique (90%) et principalement des enfants de moins de 5 ans (82%). Le nombre de cas et le nombre des décès ont fortement baissé entre 2000 et 2013 (de respectivement 30% et 47%) et une éradication du paludisme "est possible à condition de s'investir beaucoup plus et prendre plus au sérieux cette maladie", selon le Dr Nafo-Traoré.



Diffusé en étroite collaboration avec la Direction Générale de la Concurrence et de la Consommation à l'intention des consommateurs, le tableau ci-dessous récapitule les prix publics maxima des manuels scolaires utilisés dans l'enseignement primaire et secondaire fixés à Libreville et dans les autres localités.

SOGAPRESSE TARIFS MANUELS IPN 2015

Titre/Libellé	editeur	PV* TTC LBV 2015	PV* TTC INT 2015
MANUELS EDIG			
SUPER EN Français ELEVE 1ERE ANNEE	Edig -Edicef-IPN	3200	3520
SUPER EN Français ACTIVITE 1ERE ANNEE	Edig -Edicef-IPN	2100	2310
SUPER EN MATHS 1ERE ANNEE	Edig -Edicef-IPN	3200	3520
SUPER EN Education civique 1ERE ANNEE	Edig -Edicef-IPN	2400	2640
SUPER EN Français ELEVE 2eme ANNEE	Edig -Edicef-IPN	4000	4400
SUPER EN Français ACTIVITE 2eme ANNEE	Edig -Edicef-IPN	2600	2860
SUPER EN MATHS 2eme ANNEE	Edig -Edicef-IPN	4000	4400
SUPER EN Education civique 2eme ANNEE	Edig -Edicef-IPN	2800	3080
SUPER EN Français ELEVE 3eme ANNEE	Edig -Edicef-IPN	4200	4620
SUPER EN Français ACTIVITE 3eme ANNEE	Edig -Edicef-IPN	2600	2860
SUPER EN MATHS 3eme ANNEE	Edig -Edicef-IPN	4200	4620
SUPER EN Education civique 3eme ANNEE	Edig -Edicef-IPN	3200	3520
SUPER EN HISTOIRE GEO 3eme ANNEE	Edig -Edicef-IPN	5100	5610
SUPER EN SCIENCES 3eme ANNEE	Edig -Edicef-IPN	3200	3520
SUPER EN FRANCAIS ELEVE 4EME ANNEE	Edig -Edicef-IPN	4200	4620
SUPER EN FRANCAIS 4EME ANNEE ACTIVITE	Edig -Edicef-IPN	2600	2860
SUPER EN MATHS 4EME ANNEE	Edig -Edicef-IPN	4200	4620
SUPER EN EDUCATION CIVIQUE 4EME ANNEE	Edig -Edicef-IPN	3200	3520
SUPER EN HISTOIRE-GEO 4EME ANNEE	Edig -Edicef-IPN	4200	4620
SUPER EN SCIENCES 4EME ANNEE	Edig -Edicef-IPN	4200	4620
SUPER EN FRANCAIS ELEVE 5EME ANNEE	Edig -Edicef-IPN	4200	4620
SUPER EN FRANCAIS ACTIVITES 5EME ANNEE	Edig -Edicef-IPN	2600	2860
SUPER EN MATHS 5EME ANNEE	Edig -Edicef-IPN	4200	4620
SUPER EN EDUCATION CIVIQUE 5EME ANNEE	Edig -Edicef-IPN	4200	4620
SUPER EN HISTOIRE GEO 5EME ANNEE	Edig -Edicef-IPN	4200	4620
SUPER EN SCIENCES 5EME ANNEE	Edig -Edicef-IPN	4200	4620
EDUCATION CIVIQUE 6°	EDIG	2100	2310
EDUCATION CIVIQUE 5°	EDIG	2600	2860
EDUCATION CIVIQUE 4°	EDIG	2600	2860
EDUCATION CIVIQUE 3°	EDIG	2600	2860